

Migrants/Société

Frontières ouvertes ou État providence?

*Analyse de la carte
blanche de Bart De Wever*

Le 24 janvier 2018, Bart De Wever publiait une carte blanche intitulée « la gauche doit choisir entre des frontières ouvertes et l'Etat providence ». Dans les jours qui ont suivi, au nord comme au sud du pays, les réactions ont été nombreuses. Mais au-delà des réactions « à chaud » à ces propos au ton provocateur, cette prise de position nous en apprend beaucoup sur l'idéologie d'un parti nationaliste et très à droite (la N-VA).

Avec le soutien de la



Que dit la carte blanche ?¹

2

Bart De Wever, président de la N-VA², entame son texte sur un plan moral. Il écrit : « *les citoyens qui forment une chaîne humaine autour de la Gare du Nord ou qui apportent leur soutien aux migrants en transit touchent une corde sensible en chacun d'entre nous. Soudain, nous sommes tous confrontés à une question séculaire : que signifie être un homme bon ? Quelles sont nos obligations ? Et envers qui ? L'héritage chrétien que nous avons hérité de Dieu nous dicte que nous devons traiter notre prochain comme nous-mêmes. Mais qui est notre prochain ?* »

Dès le deuxième paragraphe il accuse : « *dans ce désespoir moral, une industrie d'avocats, d'ONG et de militants de gauche a trouvé un véritable fonds de commerce. Selon eux, ce gouvernement - fédéral - mène une politique inhumaine, égoïste et sans cœur. Il s'agit d'une forme subtile de chantage moral.* »

Il développe ensuite sa théorie selon laquelle « *la gauche se sert avec cynisme de la crise migratoire pour rendre le concept de « frontières » si poreux qu'il érode l'État-nation.* » Pour Bart De Wever, « *les frontières marquent non seulement notre démocratie et notre citoyenneté, mais aussi notre solidarité implicite [et] nous savons qui peut utiliser notre sécurité sociale et pourquoi.* » Ainsi, la frontière délimite « *une communauté éthique dans laquelle le citoyen assume non seulement la responsabilité du groupe, mais sait aussi qu'il peut compter sur lui si nécessaire.* »

Il explique ensuite que, si les frontières n'existent plus, « *il n'y a plus de concitoyens avec lesquels nous pouvons être solidaires, mais seulement des êtres humains qui sont ici aujourd'hui, mais peuvent être n'importe où demain* ». Et il écrit « *les droits de l'homme ne sont pas des droits civils.* » S'ensuit que si nous universalisons chaque droit civil, nous devons accepter que notre niveau de vie devienne insoutenable et que la sécurité sociale devienne difficile à financer. Ajoutant qu'« *après tout, il est difficile de rester solidaire avec les personnes qui bénéficient des services sociaux, mais qui n'y ont jamais contribué et qui, dans bien des cas, n'y contribueront jamais.* » Bart De Wever met en garde contre le développement d'un système à deux vitesses avec, d'un côté, une protection sociale moindre et,

¹ La carte blanche est publiée dans le journal flamand « De Morgen » le 24 janvier 2018 et ensuite publiée traduite en français dans le journal francophone « Le Soir » : <http://plus.lesoir.be/136055/article/2018-01-24/la-gauche-doit-choisir-entre-des-frontieres-ouvertes-et-letat-providence-la>

² Rappelons, et ce n'est pas un détail, que la N-VA bénéficie de l'appui du MR et des autres partis de la majorité !

de l'autre, la privatisation de la sécurité sociale et de certains services publics pour ceux qui en ont les moyens.

Le président de la N-VA affirme : *« l'urgence est la menace envers la vie, et non le désir de mener une vie agréable, aussi compréhensible soit-il. Il y a 37 millions de Soudanais qui souhaiteraient certainement une vie meilleure. Avons-nous l'obligation morale d'accueillir ces 37 millions de Soudanais ? Et qu'en est-il du reste de l'Afrique ? »*

Il demande à la gauche de répondre clairement à la question *« devons-nous accueillir tout le monde ? »* Et affirme que si la réponse est oui, soit il faudra mettre en place un système fermé de sécurité sociale accessible uniquement aux personnes qui y contribuent, soit ce sera la fin de l'État providence.

Enfin, il conclut en rappelant qu'il est partisan de frontières fermées et d'une politique européenne capable de contenir les réfugiés dans leur propre région. Il prône un contrôle strict de l'immigration légale *« permettant d'émanciper les personnes que nous accueillons et de leur transmettre nos valeurs, et ce le plus rapidement possible, afin qu'elles puissent contribuer à notre propre prospérité, et donc à notre sécurité sociale. »*

Bart De Wever le répète *« les politiciens doivent placer l'intérêt général avant la conscience personnelle, aussi difficile que cela puisse être »*. Pour lui, *« (...) nous avons besoin de l'État-nation et des frontières. Ce n'est pas seulement la démarcation de notre démocratie, le cadre de l'État de droit et la base sur laquelle nous organisons notre solidarité, c'est aussi le seul mécanisme efficace capable de faire respecter les droits de l'Homme. L'État-nation est littéralement vital. Faisons-en sorte que le rêve des Gutmenschen - c'est-à-dire les bien-pensants - ne se termine pas par un cauchemar pour nous tous »*.

Les migrants, la gauche et la sécurité sociale

Tout d'abord, précisons que cette analyse ne reviendra pas sur la démonstration que l'économie et la sécurité sociale d'un pays ne souffre pas de l'immigration, comme l'établissent plusieurs études et enquêtes, menées par des organismes et des institutions dont certains ne sont pourtant pas réputés progressistes (comme l'OCDE). Aujourd'hui, on sait

que, globalement, l'immigration a un impact neutre, voire positif, sur les finances publiques et qu'elle dynamise l'économie du pays hôte³.

Évidemment, en publiant sa carte blanche, Bart De Wever creuse encore le fossé entre ceux qui sont partisans d'une politique d'accueil des migrants et ceux qui veulent fermer les frontières. Mais avec ce texte, il profite surtout d'un sujet sensible, l'immigration, pour s'en prendre à la gauche et à la sécurité sociale qu'il n'aime pas. Et, à cet égard, **sa carte blanche doit sans doute être vue comme une initiative électorale. Bart De Wever s'adresse** moins aux progressistes qu'à **l'électorat nationaliste et extrémiste (N-Va et Vlaams Belang)** qu'il cherche encore et toujours à séduire.

La gauche...

Il n'aime pas la gauche parce qu'elle est à l'opposé des politiques néo-libérales⁴ prônées par la N-VA⁵ et qu'elle incarne aussi une certaine Wallonie. Là aussi, il envoie un message clair à la Flandre conservatrice⁶ : la Wallonie, de gauche, empêche la Flandre, de droite, de mener la politique migratoire qu'elle souhaite.

³ Voir l'analyse publiée par Vivre-Ensemble en 2016, Réfugiés, pauvres d'ici, faut-il choisir : https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2015-09-pauvres_d_ici_refugies_mise_a_jour_mars_2016.pdf

⁴ Sur le choix du terme « néo-libéralisme » voir l'introduction de l'analyse publiée par Vivre Ensemble en 2014 : *Austérité : autopsie des idées reçues*, <https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-14-austerite.pdf>

⁵ N'oublions pas que la N-VA est née, en 2001, de la scission d'un parti, la « Volkunie », en « Spirit », parti nationaliste flamand progressiste (fusionné avec Groen! en 2009) et N-VA (parti nationaliste flamand conservateur).

⁶ 77% des sièges au Parlement flamand sont détenus par des partis de droite (Vlaams Belang, N-VA, Open VLD et CD&V), alors qu'au Parlement Wallon, la droite ne compte que 33% des sièges (MR), 51% si on englobe le CDH qui est plutôt un parti centriste (bien plus que son homologue flamand du CD&V). De plus, alors que le Parlement flamand compte des sièges occupés par l'extrême droite, à l'opposé le Parlement de Wallonie est décalé sur la gauche avec des deux sièges occupés par le PTB.

La sécurité sociale...

Quant à la sécurité sociale, elle pose deux gros problèmes aux nationalistes flamands : non seulement l'État providence n'entre pas dans le cadre de l'idéologie néo-libérale mais, en plus, c'est une institution belge.

Ainsi, la NV-A prône par exemple l'abaissement des taxes, la réduction des dépenses sociales ou la privatisation des entreprises publiques. Par contre, **une sécurité sociale forte ne fait pas partie de son programme**. En tant que mécanisme de solidarité entre tous les Belges, **la sécurité sociale (même partiellement régionalisée) matérialise la Belgique que la N-VA voudrait voir disparaître**. Sans doute les nationalistes de la N-VA souhaiteraient-ils une sécurité sociale minimale et seulement flamande.

Ce que le texte de Bart De Wever révèle aussi quant à la sécurité sociale, c'est la vision qu'il en a (ou qu'il tente de propager dans l'opinion). **Il considère la sécurité sociale comme un dispositif de charité et non comme ce qu'elle est, c'est-à-dire une institution publique qui relie structurellement les gens entre eux pour redistribuer les richesses en fonction des besoins**. Par exemple, quand il explique que si l'on universalise les droits civils, on fragilise la sécurité sociale, il écrit : « *vous obtenez alors un système social dépouillé pour les pauvres* ». Ce faisant, Bart De Wever, comme les partis de droite, fait passer l'idée que la sécurité sociale c'est pour « les pauvres », ou les faibles.

Pourtant, la sécurité sociale ne se limite pas au revenu d'intégration ou à l'indemnité de chômage. Elle prévoit aussi le remboursement des frais médicaux, l'assurance en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle, les congés payés, les allocations familiales ou la pension, etc.

Bien entendu, les personnes en situation de pauvreté bénéficient plus de la sécurité sociale (cependant elles profitent moins des exemptions d'impôts, par exemple – parce qu'elles ont moins de chances d'être propriétaires). Mais qui peut se targuer de ne jamais tomber malade ou d'être certain de n'avoir jamais d'accident de travail ? Et les allocations familiales ou la pension, par exemple, sont-elles réservées aux seules personnes en situation de pauvreté ?

Quand Bart De Wever parle de « *rester solidaire avec les personnes qui bénéficient des services sociaux* », il oublie de dire que **nous bénéficions**

tous de la sécurité sociale, même si c'est avec une intensité différente selon notre situation socio-économique et les saisons de notre existence.

N'est-il donc pas urgent de lutter contre ceux qui veulent faire oublier que **la sécurité sociale est un mécanisme structurel qui nous relie tous, parce que nous vivons inévitablement en société, et non une caisse de charité au profit des seuls « pauvres »**.

Permettre aux nouveaux venus de contribuer

6

Le président de la NV-A écrit qu'« *il est difficile de rester solidaire avec les personnes qui bénéficient des services sociaux, mais qui n'y ont jamais contribué et qui, dans bien des cas, n'y contribueront jamais* ». La position des nationalistes est contradictoire et ironique. D'un côté, ils reprochent aux migrants de ne pas contribuer à la sécurité sociale. D'un autre côté, leur politique met les migrants dans l'impossibilité de contribuer à la prospérité du pays et donc au financement de la sécurité sociale.

Rappelons que l'écrasante majorité des migrants qui arrivent en Europe n'a pas pour objectif de profiter de la sécurité sociale, qu'ils ne connaissent pas bien. Ils viennent bien souvent pour sauver leur vie, avec l'espoir de travailler et de construire une vie meilleure. La plupart des migrants ont vécu dans des pays où la sécurité sociale n'existe pas et où, pour survivre, il faut être au minimum un petit entrepreneur (ne serait-ce que vendre des allumettes au coin de la rue). En leur refusant l'accès au marché de l'emploi et en les rendant illégaux, ce sont les nationalistes qui brisent l'esprit d'entreprendre des migrants.

Accueillir 37 millions de Soudanais

Bart De Wever reprend à son compte l'éternelle question de savoir si l'on peut accueillir toute la misère du monde. Il écrit : « *avons-nous l'obligation morale d'accueillir ces 37 millions de Soudanais ? Et qu'en est-il du reste de l'Afrique ?* »

Il est intéressant de voir les catégories caricaturales et fantasmées qu'utilise Bart De Wever. **D'un côté, il brandit le spectre d'un tsunami de Soudanais sur la petite Belgique - mais a-t-il déjà été question d'accueillir des**

millions d'Africains ? De l'autre, il continue de fantasmer un « État-nation⁷ » qui n'existe pas et qui n'existera jamais.

Que la Belgique ne soit pas un État-nation ou une nation culturellement homogène, tout le monde le sait (existe-t-il seulement un État-nation au monde ?). Mais, de nos jours, même la Flandre est une région d'une grande diversité culturelle : 20,5% des Flamands sont d'origine étrangère. Dans des grandes villes comme Gand ou Anvers, ce chiffre dépasse les 30%. C'est ce qu'explique une étude récente commandée par le gouvernement flamand⁸. Ces chiffres mettent à mal le projet nationaliste de la NV-A.

Il n'en reste pas moins que le phénomène migratoire n'est pas à prendre à la légère, d'autant qu'on sait déjà que nous sommes au début d'un mouvement d'ampleur qui devra être géré durant les décennies à venir (notamment avec les réfugiés climatiques). Il est évident qu'un petit pays ne peut pas accueillir seul des centaines de millions de migrants. Mais la fermeture hermétique des frontières est une illusion.

Compte tenu qu'aucun pays n'échappe au phénomène⁹, **la question de l'immigration devra tôt au tard quitter les sphères médiatico-populistes et électoralistes pour être réfléchi intelligemment au sein d'institutions supranationales comme l'Union européenne et les Nations unies.** Des initiatives sont déjà prises dans ce sens. Malheureusement, elles privilégient soit les politiques de fermeture (au niveau de l'Union européenne), soit des beaux principes qui ne se concrétisent pas (au niveau des Nations unies).

Diviser les êtres humains et nier les rapports de force socio-économiques

Au final, la carte blanche de Bart De Wever reprend une énième fois la recette nationaliste : désigner l'ennemi de la nation tout en niant les rapports de force socio-économiques et les inégalités qui en découlent.

En 2005, Bart De Wever fait déverser des (faux) billets de banque au pied de l'ascenseur de Strepv-Thieu pour illustrer ce que la Flandre paie chaque année à la Wallonie. On le sait, les nationalistes flamands rappellent sans

⁷ L'État-nation est un concept politique. Un État-nation suppose la coexistence, à la fois d'un corps institutionnel, de lois et d'une forme de souveraineté fondant un état et d'un groupe s'identifiant à une nation. <https://fr.wikipedia.org> (consulté le 06/07/2018).

⁸ <https://www.vlaanderen.be/nl/publicaties/detail/vlaamse-migratie-en-integratiemonitor-2018>

⁹ Ce sont les pays les plus pauvres qui accueillent la plus grande partie des réfugiés aujourd'hui dans le monde.

cesse que le Wallon (« paresseux », « assisté », etc.) met en danger la prospérité de la Flandre. Pour exister, le nationalisme doit toujours trouver à quoi, ou plutôt à qui, s'opposer.

Aujourd'hui, Bart De Wever fait la même chose avec les migrants. La NV-A fait du migrant pour le Belge ce qu'elle a fait du Wallon pour le Flamand. C'est-à-dire un pauvre qui met en péril le bien-être du belge (présenté comme un honnête travailleur et donc contributeur).

Ce qui est dangereux, c'est que ce faisant, **le discours nationaliste gomme tous les clivages socio-économiques pour mettre en exergue le clivage socio-culturel et linguistique** dans le cas de l'opposition au Wallon, **ou le clivage ethnoculturel, voire religieux**, dans le cas des migrants.

Il en est ainsi quand les nationalistes flamands réinventent l'histoire de Belgique. Ils ont pour but de faire oublier que le clivage historique n'était pas un clivage socio-culturel ou linguistique entre Flamands et Wallons francophones, mais bien un clivage socio-économique entre une bourgeoisie et une aristocratie francophones, de Verviers à Anvers, et une classe laborieuse qui parlait les dialectes flamands et wallons.

Il en est de même aujourd'hui quand on omet de dire que pour les étrangers aisés, quelle que soit leur nationalité, il reste facile de venir en Belgique et, pourquoi pas, d'acquérir la nationalité belge.

N'est-il pas urgent de répéter que **la négation des rapports de forces socio-économiques, non seulement nous propose une lecture faussée de la société, mais, en détricotant les solidarités nationales et internationales, met en péril le bien-être du plus grand nombre ?**

Lutter contre les inégalités en Belgique et partout dans le monde

Enfin, en guise de conclusion, rappelons que dépenser des sommes folles pour fermer les frontières n'a jamais fonctionné (trois mille ans d'histoire le prouvent). Ce n'est pas en s'attaquant au symptôme que l'on règle un problème. Parce que personne ne quitte son pays et sa famille par plaisir. Il faut s'attaquer aux causes du phénomène migratoire¹⁰ et lutter contre les changements climatiques et les inégalités. Et non se focaliser sur les

¹⁰ Voir l'analyse publiée par Vivre-Ensemble en 2018, *Migration et développement*, en deux parties : <https://vivre-ensemble.be/Migrations-et-developpement-1> et <https://vivre-ensemble.be/Migrations-et-developpement-II>

frontières que l'on ferme seulement quand ça nous arrange (les capitaux, les biens et les matières premières peuvent passer mais pas les gens).

Pour imaginer des solutions au phénomène migratoire bénéfiques pour tous, ne faudrait-il pas (re)penser le partage des richesses dans les pays mais également au niveau mondial ? Ne faudrait-il pas réduire les inégalités, s'occuper radicalement des problèmes environnementaux et du changement climatique, respecter la souveraineté alimentaire des peuples et réduire considérablement le pouvoir des multinationales et le pillage des entreprises et pays occidentaux dans les pays dits « en développement » ? **Si l'on entend respecter les droits humains et « traiter notre prochain comme nous-mêmes », peut-on vraiment continuer à financer notre niveau de vie avec les richesses venues de pays dont nous refoulons les êtres humains ?**

9

Jean-Yves BURON



Avec le soutien de la



Disponible sur www.vivre-ensemble.be | Exemplaires sur demande :
info@vivre-ensemble.be 02 227 66 80